

Brochure n° 3159-1000

Convention collective nationale

IDCC : 2596. – **COIFFURE
ET PROFESSIONS CONNEXES**

AVENANT N° 1 DU 10 JUILLET 2006

RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS

NOR : *ASET0651001M*

IDCC : *2596*

Entre :

La fédération nationale de la coiffure française agissant tant en son nom propre qu'au nom de tous les syndicats patronaux nationaux, départementaux, régionaux ou locaux et organisations qui lui sont affiliés ;

Le conseil national des entreprises de coiffure (CNEC),

D'une part, et

La fédération des services CFDT ;

La fédération nationale de l'encadrement, du commerce et des services CFE-CGC ;

La fédération nationale de la coiffure Force ouvrière ;

La fédération commerces, services et forces de vente (CSFV) CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Rémunérations. – Généralités

Article 1.1

Salaires minima conventionnels

Les salaires minima conventionnels des salariés des entreprises soumises à la présente convention sont définis ci-après.

Les partenaires sociaux conviennent d'engager des négociations relatives à la revalorisation de ces minima au plus tôt le 1^{er} janvier et au plus tard le 1^{er} juillet de chaque année.

Article 1.2

Rémunération et réduction du temps de travail

Il est rappelé que l'entrée en vigueur de l'accord de réduction du temps de travail dans la coiffure (anciennement avenant n° 47) n'impose pas aux entreprises de coiffure une réduction effective de la durée du travail dans l'organisation de leurs horaires collectifs.

Dans le cadre des dispositions transitoires prévues par la loi Aubry II (art. 5-V), les entreprises de coiffure peuvent donc opter soit pour une réduction effective de la durée du travail en bénéficiant des aménagements prévus par l'article 8.2 du chapitre I^{er}, soit pour un maintien d'une durée collective de travail au-delà de la nouvelle durée légale.

Pour toutes les entreprises de coiffure, quelle que soit leur durée du travail, les minima conventionnels s'appliqueront pour les salariés à temps complet sur la base de 151,67 heures.

Article 1.3

Salaires minima conventionnels. – Emplois techniques de la coiffure

Employés techniques de la coiffure

(En euros.)

CLASSIFICATION Coefficient	DÉFINITION DE L'EMPLOI (activités effectuées)	QUALIFICATION requis	SALAIRE minimal conventionnel
Assistant 100	Exerce sous le contrôle d'un coiffeur les actes techniques de la coiffure, participe aux stratégies de fidélisation de la clientèle et à la promotion des produits et services. Accueille, utilise les méthodes de suivi technique de la clientèle. Prépare l'outillage, peut en contrôler et en assurer la désinfection	Salarié non diplômé	1 240
Assistant ou coiffeur débutant 110	Idem	Salarié titulaire du CAP ou salarié justifiant de 4 à 7 années d'exercice dans la profession	1 255

CLASSIFICATION Coefficient	DÉFINITION DE L'EMPLOI (activités effectuées)	QUALIFICATION requis	SALAIRE minimal conventionnel
Coiffeur 120	<p>Peut exercer en toute autonomie l'une ou l'autre des tâches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - maîtrise les techniques de l'accueil, du suivi, d'encaissement et de prise de congé ; - participe à l'évaluation des attentes du client ; - assure la présentation et maîtrise la stratégie de vente des produits et des services ; - renseigne et exploite les fichiers clients ; - intègre et met en œuvre les techniques de coiffure les plus usuelles (auxquelles sont assimilées les tâches de coloriste, permanentiste) ; - assure la gestion des produits et des matériels 	Salarié non diplômé justifiant de 8 années d'exercice dans la profession ou salarié titulaire du CAP suivi de 2 années d'exercice dans la profession ou salarié titulaire d'une mention complémentaire (post 1998)	1 280
Coiffeur confirmé 130	Idem	Salarié titulaire du CAP suivi de 8 années d'exercice dans la profession ou salarié titulaire d'une mention complémentaire (post 1998) suivi de 3 années d'expérience dans la profession	1 300
Coiffeur qualifié 140	Idem	Salarié titulaire du BP ou du BM	1 340
Coiffeur qualifié 150	Idem	Salarié titulaire du BP ou du BM, suivi de 5 années d'exercice dans la profession	1 350
Coiffeur qualifié 160	Idem	Salarié titulaire du BP ou du BM, suivi de 10 années d'exercice dans la profession	1 380

Tout salarié, quel que soit son niveau, pratiquant la manucure et/ou l'épilation de sourcils, bénéficiera d'une majoration de son minimum conventionnel de 48,78 €.

Article 1.4

Salaires minima conventionnels. – Esthétique-cosmétique

Employés de l'esthétique-cosmétique

(En euros.)

DÉFINITION DE L'EMPLOI (1)	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM conventionnel
1. Manucure et/ou maquilleur(se) débutant(e) ayant effectué une formation dûment attestée non sanctionnée par un diplôme	100	1 220
2. Manucure et/ou maquilleur(se) titulaire du CAP esthétique-cosmétique ou Manucure et/ou maquilleur(se) ayant au moins 5 années d'exercice dans sa spécialité (2)	105	1 230
3. Manucure et/ou maquilleur(se) titulaire du CAP esthétique-cosmétique et ayant au moins 5 années dans sa spécialité après l'obtention de ce diplôme ou Manucure et/ou maquilleur(se) titulaire du CAP esthétique-cosmétique et ayant au moins 10 années d'exercice dans l'une des spécialités (manucure et maquillage) (2)	110	1 240
4. Esthéticien(ne) débutant(e) non titulaire du CAP esthétique-cosmétique mais justifiant d'une formation dispensée par un établissement technique, CFA ou lycée professionnel	105	1 230
5. Esthéticien(ne) titulaire du CAP esthétique-cosmétique ou ayant au moins 5 années d'exercice dans sa spécialité	115	1 245
6. Esthéticien(ne) titulaire du CAP d'esthétique-cosmétique et ayant au moins 3 années d'exercice après l'obtention du diplôme	145	1 255
7. Esthéticien(ne) titulaire du brevet professionnel ou du brevet de maîtrise esthétique-cosmétique ou ayant au moins 10 années d'exercice dans sa spécialité titulaire ou non du CAP d'esthétique-cosmétique (2)	165	1 265

DÉFINITION DE L'EMPLOI (1)	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM conventionnel
8. Esthéticien(ne) titulaire du brevet professionnel ou du brevet de maîtrise esthétique cosmétique et ayant au moins 3 années d'exercice de la spécialité après l'obtention de ce diplôme	180	1 285
9. Esthéticien(ne) titulaire du brevet professionnel ou du brevet de maîtrise d'esthétique-cosmétique et ayant au moins 10 années d'exercice de la profession après l'obtention de ce diplôme	185	1 310

Article 1.5

Salaires minima conventionnels des employés non techniques

Employés non technique

(En euros.)

DÉFINITION DE L'EMPLOI	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM conventionnel
1. Personnel de nettoyage ou de gros travail ; hôte d'accueil, de caisse et de vente (première année de pratique professionnelle) ; manutentionnaire	100	1 220
2. Hôte d'accueil, de caisse et de vente (deuxième et troisième années de pratique professionnelle) ; employé de comptabilité	110	1 230
3. Hôte d'accueil, de caisse et de vente (après 3 années de pratique professionnelle)	120	1 245
4. Hôte d'accueil, de caisse et de vente (après 5 ans de pratique professionnelle) ; aide-comptable	130	1 260

Article 1.6

Salaires minima conventionnels. – Personnes qualifiées

Personnes qualifiées

(En euros.)

NIVEAU – DÉFINITION DE L'EMPLOI	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM conventionnel
Personne qualifiée (établissement de 1 à 9 salariés)	190	1 370
Personne qualifiée (établissement de 10 salariés et plus)	270	1 540

Article 1.7

Salaires minima conventionnels. – Responsables d'établissement

Les partenaires sociaux conviennent de revaloriser les salaires minimaux conventionnels des responsables d'établissement en intégrant la prime contractuelle dans les minima conventionnels. En conséquence, les salaires référencés ci-dessous comprennent la prime contractuelle, abrogée par l'avenant n° 6 du 3 novembre 2005 à la convention collective nationale de la coiffure du 18 mars 2005, sous réserve du respect des dispositions légales.

Responsables d'établissement

(En euros.)

NIVEAU – DÉFINITION DE L'EMPLOI	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM conventionnel
Responsable d'établissement (établissement de 0 à 9 salariés)	300	1 700 (intégration prime)
Responsable d'établissement (établissement de 10 à 19 salariés)	370	2 020 (intégration prime)
Responsable d'établissement (établissement de 20 salariés et plus)	500	2 530 (intégration prime)

Article 2

Le présent accord entrera en vigueur un jour franc après la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*, date à laquelle il annulera et remplacera l'avenant n° 6 du 3 novembre 2005 à la convention collective nationale de la coiffure du 18 mars 2005.

Article 3

Le champ d'application du présent avenant est identique à celui de la convention collective de la coiffure du 10 juillet 2006.

Article 4

Le présent avenant sera fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes et déposé auprès de la direction des relations du travail et du secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes de Paris, dans les conditions prévues par le code du travail, en vue de son extension.

Article 5

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de l'organisme compétent. Elle devra également aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Fait à Paris, le 10 juillet 2006.

(Suivent les signatures.)